

La dimension idéologique dans le retour d'exil

Les Chiliens réfugiés en France

Anne-Marie Gaillard
Anthropologue

« Le retour, c'est le deuxième drame de l'exil » disait en 1989 une mère de famille exilée qui avait décidé de rester en France avec sa fille terminant des études, alors que son mari et son fils reprenaient le chemin du Chili. Cette phrase, lourde d'un vécu douloureux, illustre le paradoxe du retour, lequel chargé du bonheur immense d'un espoir enfin réalisable se vit le plus souvent comme un moment de crise impliquant des choix déchirants.

Le retour avait été une évidence pour tous les Chiliens, certitude exprimée le plus souvent par une phrase leitmotiv entendue tout au long de notre travail de recherche : « Nous n'avons pas choisi de partir, c'est normal que nous retournions ». Ce retour était donc une obligation contractée au moment même du départ qui, par son caractère forcé, impliquait le retour comme seule issue possible. La dimension politique de l'exil chilien¹ renforçait encore cette légitimité, l'exil vécu par les intéressés comme une punition infligée à ceux qui avaient tenté de rendre leur société plus égalitaire et plus juste, exigeait réparation et donc retour. De ce fait, le droit de retour – droit de vivre

¹ Conséquence d'un coup d'État qui, en septembre 1973 mit fin, de façon dramatique, à une expérience de gouvernement socialiste (le Gouvernement d'Unité populaire présidé par Salvador Allende), entraînant l'arrestation de dizaines de milliers de personnes, la mort de plusieurs milliers d'entre elles et l'exil de plusieurs centaines de milliers d'autres. Les départs, sur toute la durée de l'exil (1973-1990) ne furent pas tous consécutifs au putsch militaire mais constituèrent un flux permanent durant les seize années que dura le régime dictatorial dirigé par le général Augusto Pinochet.

dans son pays², de résider avec les siens – s'imposait tant à court terme qu'à long terme, d'abord pour lutter contre le pouvoir (ce fut un des mots d'ordre de certains partis d'opposition en exil) ensuite, parce que dans l'imaginaire collectif, ce retour qui se superposait au recouvrement de la liberté individuelle signifiait surtout l'échec du régime dictatorial qui avait contraint les exilés à quitter leur pays. De fait, le droit au retour recouvrait totalement un devoir de retour.

Cette inscription du retour dans l'histoire de l'exil, ce qui lui conférait son caractère de droit et de devoir (et que nous appelons, ici, la logique idéologique), s'accompagnait simultanément d'un refus de considérer ce retour comme un possible aboutissement d'une histoire migratoire, à savoir comme un choix dépendant du vécu des exilés dans leur pays d'accueil (et que nous appellerons, ici, la logique du vécu migratoire). Même après plus de dix années d'exil, alors qu'ils avaient fini par « ouvrir les valises »³, cette perception idéologique du retour, résultant directement du refus d'intégration qui avait accompagné les premiers temps de l'exil, restait prédominante.

En conséquence, le vécu migratoire était occulté, banni du discours, ne pouvant ni ne devant avoir d'incidence sur la décision même du retour, car celui-ci s'imposait de façon quasi sacrée. C'était là précisément que se situait le paradoxe vécu par l'ensemble des Chiliens autorisés à rentrer. En effet, si la plupart d'entre eux adhéraient à ce discours univoque, leur vécu s'imposait, malgré eux, dans leur prise de décision, car celle-ci entraînait le plus souvent la remise en cause de leurs équilibres personnels et familiaux, parfois difficilement recréés

² Droit fondamental reconnu par la Déclaration universelle des Droits de l'homme, art. 9 et 13.

³ Autre leitmotiv rencontré dans le discours collectif chilien et synonyme d'intégration : la valise qui s'ouvre est le début de l'acceptation de l'installation, de la recherche de stabilité et de l'intégration. La valise appartient au registre de l'exil chilien : tout d'abord, la valise ne doit pas s'ouvrir car on ne peut être en exil que de façon transitoire ; on ne s'installe pas, mais le temps passant, elle finit quand même par s'ouvrir... il faut bien vivre au quotidien ! Pourtant c'est au prix d'une grande culpabilité car, en s'ouvrant, la valise risque de rompre le cordon virtuel qui tient l'exilé relié au pays. La valise devient donc synonyme de retour (et non pas de voyage) ; il y a ceux dont la valise est toujours prête (qui ne l'ont en fait que très peu entrouverte) et qui partiront rapidement dès qu'ils le pourront, et les autres qui auront du mal à rassembler tous leurs effets... Mais ceux-là sont considérés par leurs pairs comme ayant failli (ou risquant de faillir) à la cause de l'exil.

pendant l'exil. Donc, malgré ce discours idéologique, les circonstances de la plupart des retours montraient, à l'évidence, que c'était le plus souvent des raisons conjoncturelles, directement dépendantes du vécu migratoire (naissance des enfants, début de scolarité, perte d'un logement, d'un travail, séparation conjugale) qui devenaient les occasions de retour. On pouvait donc, sur ce point, observer une grande similitude entre les retours des exilés chiliens et ceux des migrants volontaires, comparaison que les Chiliens acceptaient difficilement puisque, pour eux, l'idée du retour était non seulement porteuse des rêves d'avenir (comme pour tout migrant), mais surtout de la charge idéologique du passé.

Nous n'aborderons pas ici les paramètres de cette migration⁴, mais nous mentionnerons cependant l'importance des retours comparativement aux départs. Selon nos estimations, calculées en 1992, à partir des statistiques établies par le Bureau national des retours (ONR : Oficina Nacional de Retorno), nous situons la proportion des retours entre 16 et 24 % des personnes effectivement parties (c'est-à-dire que n'ont pas été considérés dans cette fourchette : les conjoints épousés à l'étranger, ni les enfants nés à l'étranger, mais bien ceux qui avaient quitté physiquement le Chili⁵).

De même, nous ne pouvons faire état de tous les attendus théoriques sur lesquels se base notre recherche. Nous dirons simplement que nous avons allié une approche sociologique à une approche anthropologique, la première nous autorisant à définir, sur le plan macro-social les caractéristiques de l'exil des Chiliens en France et de leur retour⁶, la seconde nous permettant d'aborder la migration chilienne en tant que fait social global (Mauss, 1950) dont nous illustrons les

⁴ Pour plus d'informations à ce sujet, voir A.-M. Gaillard, 1995.

⁵ C'est la raison pour laquelle nos estimations diffèrent légèrement des estimations officielles. Selon les chiffres officiels, entre 160 000 et 250 000 Chiliens sont partis en exil (200 000 est le chiffre retenu au Chili) et environ 50 000 personnes (en tenant compte des membres de familles nés à l'étranger) étaient revenues au moment de l'enquête, soit entre 20 et 30 % des départs.

⁶ À partir d'un échantillon représentatif : un sondage au dixième (578 personnes) sur la totalité de la population chilienne ayant obtenu l'asile en France, et d'un échantillon expérimental constitué de 100 familles (Gaillard, 1997).

Le retour stratégique résulte d'une planification rationnelle, en termes individuels permettant une équivalence voire une ascension socio-professionnelle.

Le retour nostalgique est celui qui se fonde sur l'attachement au pays, à la terre, à la famille sans autre but recherché que le rapprochement géographique et le mieux-être émotionnel.

Le retour pis-aller est celui auquel on a recours faute de mieux : un conjoint qui veut absolument retourner et dont on ne veut pas se séparer, une impossibilité de résider dans un autre pays en raison de circonstances qui s'imposent.

Dans le même temps, nous avons cherché à examiner les comportements des personnes dans la mise en œuvre de leurs retours. Nous avons donc défini des profils comportementaux qui s'associent d'une façon ou d'une autre avec les catégories de retour et qui sont les suivantes :

Le kamikaze est celui qui revient dans son pays sans préparation. Il a pu, dans le meilleur des cas, faire un voyage exploratoire, mais son envie de rentrer est telle qu'il ne s'assure d'aucune sécurité matérielle pour réaliser ce retour. L'illustration extrême du kamikaze est le « retornado »⁸ qui, n'ayant pas préparé son retour, brûle également ses vaisseaux, c'est-à-dire qu'il ne se ménage aucune possibilité matérielle ou légale pour, en cas d'échec, retourner dans son pays d'accueil.

Le militant est celui qui articule son retour autour d'un projet social financé par la communauté internationale (le plus souvent une ONG du pays d'accueil) et dont il est à la fois l'acteur et le bénéficiaire.

Le persévérant est celui qui a conçu son retour comme la finalité de son exil et qui, pierre après pierre, a mis en place les conditions propices à ce retour, qu'elles soient matérielles ou morales. Les étapes comme les choix de sa vie sont tournés vers ce but. Même s'il part sans assurance de travail au pays, il a suffisamment de ressources (matérielles entre autres) pour ne pas aller à la catastrophe et il s'est ménagé des voies de repli.

⁸ Terme utilisé au Chili et dans le cône sud latino-américain pour qualifier ceux qui sont retournés d'exil.

L'aventurier est celui qui réalise son retour sur la base d'un projet professionnel même si ce dernier comporte une part importante de risque. Contrairement au kamikaze, s'il n'avait pas de projet relativement sérieux, l'aventurier ne retournerait pas au pays.

Ces catégories instrumentales ne seront pas développées dans le contexte de cette présentation, dont l'objectif est l'étude de la dimension idéologique dans les retours d'exil. Nous les avons cependant mentionnées, d'une part parce que ces dynamiques et comportements illustrent bien les différentes formes de retours observés dans la communauté chilienne et, d'autre part, parce que c'est grâce au travail opéré par le moyen de ces classifications que nous sommes en mesure d'affirmer que la dimension idéologique a bien été au cœur des retours des réfugiés chiliens.

■ Les retours « idéologiques »

« Le retour est l'aboutissement d'un exil antérieur. » (Eugenia Weinstein, 1986)

« *Patria o muerte, regresamos* » (La Patrie ou la mort, nous retournons), ce mot d'ordre fut pendant longtemps la consigne de certains partis politiques chiliens en France.

Pourtant, il apparaît que cette évidence du retour, qui fut pour tous une conviction sans failles durant les premiers temps de l'exil⁹, aurait dû évoluer en fonction de l'intégration sociale sur la durée de l'exil ; or le hiatus entre discours et vécu concernant la question du retour semble avoir perduré en dépit de l'intégration. Ce n'est que lorsque le retour fut réellement possible que de nombreux réfugiés comprirent que leur histoire individuelle et familiale vécue en France avait

⁹ Ana Vasquez (1983) détermine trois étapes dans les exils du Cône Sud Latino-américain : la première étape est caractérisée par le traumatisme et le deuil, la deuxième étape est caractérisée par une crise (avec entre autres un désengagement politique des individus), c'est aussi l'étape de la transculturation et la troisième étape est celle de l'ébranlement des mythes et du début de l'intégration.

pris le pas sur l'aspect intangible de ce « retour évident » et nombreux furent ceux qui, dans le cadre de cette recherche, annonçaient officiellement qu'ils allaient « bien sûr repartir » – n'ayant, bien entendu, jamais choisi de partir – mais qui nous firent part de leurs hésitations et de leurs inquiétudes à réaliser ce retour en inscrivant celles-ci dans le registre de leur vécu social en France : les enfants, la famille, le travail, le logement, le milieu culturel, etc.

Nous avons donc classé dans la catégorie des dynamiques idéologiques les personnes qui, interviewées au Chili, n'ont signalé, à aucun moment, des raisons d'ordre conjoncturel – familial, psychologique, social ou professionnel – pour motiver leur décision de retour et dont le discours est corroboré par le vécu relaté dans l'entretien. Ce sont, d'une part, les personnes qui sont reparties dès que le retour leur a été autorisé (il n'est pas exclu qu'il y ait eu dans cette catégorie des personnes fortement nostalgiques, mais elles ont articulé – peut-être rationalisé ? – leur décision de retour autour de la dimension idéologique) et, d'autre part, celles qui ont construit leur retour uniquement autour du principe du droit et devoir de retour et qui retournent pour des raisons évidentes de participation à la vie politique et sociale de leur pays. Ce sont des personnes qui, clairement protagonistes du conflit chilien des années 70, n'ont jamais douté de leur retour, lequel n'a pas été réalisé en fonction d'un événement conjoncturel (enjeux familiaux, crises ou mobilité professionnelle) mais fut bien l'aboutissement d'un projet initial de retour mené pas à pas à son terme.

Tous les acteurs de ces « retours idéologiques » avaient en commun les points suivants :

- un départ du Chili consécutif à une période de prison souvent accompagnée de torture ; sinon un départ pour fuir un danger imminent (connaissance du mandat d'arrêt à leur encontre, par exemple) ;
- il leur était interdit de rentrer au pays et ils ont dû, pour retourner, attendre la levée de cet interdit par les autorités chiliennes ; la moitié d'entre eux sont d'ailleurs rentrés dans les quelques mois qui ont suivi la publication de cette autorisation, sans avoir particulièrement préparé leur retour ;
- leur militantisme politique et/ou social pour le Chili s'est poursuivi pendant toute la durée de l'exil et a été la manifestation de leur préoccupation constante pour leur pays, même si ce militantisme s'est élargi parfois à d'autres centres d'intérêts ;

- leur adaptation professionnelle en France a été bonne, voire très bonne sauf pour l'un d'entre eux qui a occupé de nombreux emplois, probablement en raison d'une vie personnelle instable ;
- la décision de retour est un choix familial, sauf dans un cas où cela a été l'occasion d'une séparation pour un couple en difficulté.

Nous avons cherché à ausculter, dans les trois derniers de ces paramètres, les éléments qui ont contribué au fait que certains réfugiés chiliens n'aient jamais évolué sur ce principe du retour et à identifier les éléments qui avaient concouru à maintenir vivante et active cette idée, telle qu'elle était conçue dès le début de l'exil.

Un militantisme actif

L'aspect d'un militantisme actif en faveur du Chili, durant toute la période de l'exil paraît être un indicateur intéressant à relever, car tous les acteurs de retours, classés dans cette catégorie, sont les seuls de notre échantillon expérimental (100 familles¹⁰) à avoir maintenu durant tout leur exil ce type d'activité¹¹. Le rôle joué par le militantisme dans la dynamique du retour avait déjà été abordé lors d'une enquête réalisée au milieu des années 1980 parmi les populations chiliennes réfugiées à l'étranger¹². Les auteurs du rapport, s'appuyant sur un questionnaire auquel avaient répondu 800 chefs de familles exilés répartis dans six pays, avaient croisé le principe d'acceptation de la baisse de niveau de vie potentiellement associée au retour et le militantisme actif des personnes durant l'exil. Il ressortait de cette enquête qu'il y avait bien un rapport direct entre l'acceptation d'une baisse du niveau de vie et l'activité militante, ainsi qu'entre le délai souhaité de réalisation du retour et cette activité. Les exilés désirant rentrer « tout de suite », bien qu'ils affronteraient une « réduction de

¹⁰ Un questionnaire a été passé auprès de 100 familles (constituant notre échantillon expérimental). Les entretiens sur lesquels s'appuie ce texte ont été conduits auprès de 59 d'entre elles (voir Gaillard, 1995).

¹¹ Les acteurs des retours classés dans les autres catégories étaient tous restés de fermes partisans d'une politique de gauche mais n'étaient plus des militants actifs au moment de leur retour et ne s'appuyaient pas non plus sur la notion de devoir pour justifier leur retour.

¹² Cariola et Rossetti, 1984-85 : 23.

leur niveau de vie », représentaient 31 % du total des 800 enquêtés et parmi eux, 60 % étaient militants d'organisations politiques. Le pourcentage de ceux qui, dans les mêmes conditions de diminution de niveau de vie repoussaient leur départ à « plus tard », se situait aux alentours de 20 % et ne comprenait plus que 37 % de militants. Les 6 % qui disaient ne jamais vouloir rentrer s'ils devaient affronter une réduction de leur niveau de vie n'étaient que 18 % à militer dans une organisation politique. Cependant, ces souhaits pour le retour à n'importe quelle condition, exprimés du temps où les autorisations de retour ne leur étaient pas accordées, reflétaient davantage une frustration et un désir, qu'ils ne présageaient des comportements futurs. Nous pouvons dire maintenant, bien que nous soyons dans l'impossibilité de la mesurer, que cette propension au retour manifestée alors a bien été suivie d'effets parmi les militants politiques.

Toutefois, il conviendrait de se poser la question en amont de cette constatation et de la formuler ainsi : pourquoi certaines personnes ont-elles continué à militer pour leur pays alors que d'autres ont vu tiédir leurs convictions ou ont tourné leur intérêt politique et social vers des buts différents ? L'examen des situations nous permet de définir quelques-unes des caractéristiques du militantisme qui ont permis de garder les liens avec le Chili.

Ceux qui sont repartis au Chili avaient, d'une façon ou d'une autre, maintenu pendant tout leur exil leurs regards tournés vers le pays, soit en militant au sein de partis et d'associations chiliens, soit en faisant partie de réseaux chiliens (les églises entre autres) ce qui leur permettait de recevoir des compatriotes de passage et de rester informés sur la réalité du pays. Certains « retornados idéologiques » ont noté différents comportements militants pendant l'exil : il y avait, selon eux, ceux qui avaient su maintenir les valeurs et les idéaux du groupe auquel ils appartenaient et ceux qui avaient frelaté leurs convictions dans la société que représentait la France, où il était possible de vivre d'assistance et d'allocations de chômage afin de pouvoir se consacrer à la politique. Aux yeux de certains (une petite minorité probablement, étant donnée la fréquence de cette pratique parmi les personnes interviewées), cette conduite paraissait être un sommet de corruption morale, participant forcément à la perte d'un idéal et de l'objectif de l'action militante.

En conséquence de cette action, essentiellement tournée vers la cause chilienne, le militantisme est devenu le lieu de refuge, substitut de la terre dont on était privé, donnant un sens à l'exil et échauffant de façon permanente l'envie et le besoin de retour.

Chez certains, le militantisme fut un exutoire à leur colère : colère d'avoir échoué, d'avoir été punis, d'être maintenus en exil. Certains acteurs ou partisans de l'Unité populaire ne peuvent, aujourd'hui encore analyser la chute du régime d'Allende en tenant compte des raisons intrinsèques de cet échec. Pour eux, tout reste encore à imputer à la collusion des forces du capitalisme contre l'expérience de gouvernement menée par la gauche chilienne. Pour ces militants, la question du retour ne s'est jamais posée, ne pas rentrer aurait été reconnaître qu'ils avaient perdu. Ils se devaient de rentrer la tête haute, à n'importe quel prix. Ce sont par excellence les acteurs de ce que nous avons appelé les « retours kamikazes », l'aspect sacrificiel du retour étant, dans ce cas, particulièrement patent.

Si la plupart des exilés ont, en relatant leur départ, bien insisté sur les raisons légitimant leur fuite du Chili, il en est quelques-uns qui, vingt ans après leur départ, s'interrogent encore pour savoir s'ils ont fait le bon choix en quittant leur pays. Car, même dans cette migration contrainte que fut l'exil chilien, le départ se posait bien en termes de choix. Certains compagnons de l'Unité populaire ont fait le choix de rester au pays pour mener une action clandestine et l'ont souvent payé de leur vie. Or, quand on sait que dans la culture latino-américaine de ces années 1970, les engagements politiques et idéologiques répondaient à « des choix affectifs où l'individu s'implique tout entier » (Vasquez, 1987 : 36), le départ pouvait être assimilé à une forfaiture. On comprend dès lors la culpabilité qui a imprégné un certain nombre de ces exils, culpabilité qui fut un élément favorisant du militantisme ou du retour militant.

Une bonne adaptation professionnelle

La situation socioprofessionnelle en France de presque tous les acteurs de ces « retours idéologiques » était stable et de bon niveau¹³. Parmi eux, sont représentées les professions de médecin, professeur d'université, assistant social, éducateur, employé de l'administration (publique et privée). Pourtant, malgré ces situations stables ils n'ont

pas hésité à tout rompre pour rentrer, parfois brutalement, dès que le retour a été autorisé. Il n'est donc pas étonnant que nous trouvions également, parmi ces professionnels, des personnes qui ont effectué des retours « kamikazes ».

La moitié des personnes ayant fait un retour idéologique avait retrouvé, en France, leur statut socioprofessionnel d'avant l'exil ; dans tous les couples où les deux conjoints étaient d'origine chilienne, l'un d'entre eux avait retrouvé ce statut mais, dans aucun cas, les deux n'avaient pu y parvenir. Pour certains, seul le retour pouvait donner l'espoir de la restauration du statut professionnel perdu. Parmi ce groupe, nous avons constaté quelques déqualifications professionnelles notoires¹⁴, mais nous avons surtout pu observer que les emplois sous-qualifiés, qui avaient apparemment été acceptés durant l'exil, ne l'étaient plus après le retour et qu'en conséquence les « retornados » de haut niveau avant leur départ, supportaient très mal de ne pas retrouver leur statut d'antan une fois réinstallés au pays. Il se pourrait donc que, même dans les retours idéologiques, la composante socioprofessionnelle ait pu être opérationnelle. Il n'y a d'ailleurs rien d'étonnant au fait que des éléments constitutifs de l'identité individuelle (comme les convictions politiques, l'appartenance sociale ou le statut professionnel) puissent intervenir dans la prise de décision telle celle du retour. Toutefois, dans la catégorie des retours idéologiques, à aucun moment cet aspect ne fut mis en valeur par nos informateurs.

Une acculturation souvent cognitive

« Nous savons que la capacité de l'individu à rester le même dans une succession de changements forme la base de l'expérience émotionnelle de l'identité. Cela implique le maintien de la stabi-

¹³ La plupart d'entre eux occupant des professions des CSP 3,4 et 5 selon les catégories INSEE, à savoir cadres et professions intellectuelles et supérieures, professions intermédiaires et employés.

¹⁴ Cela n'est pas spécifique aux retours idéologiques et se retrouve dans les autres dynamiques de retour identifiées. Toutefois, il faut noter que la proportion de déqualifications professionnelles était beaucoup plus fréquente dans l'échantillon expérimental (100 familles) dont plus de la moitié était rentrée au pays après l'exil, que pour l'ensemble de la population réfugiée en France (72 % dans l'échantillon contre 22 % pour la totalité de la communauté – Gaillard, 1997).

lité à travers des circonstances diverses, des transformations et changements de vie » (Grinberg L. et R., 1984 :155-156).

Un caractère dominant de ces familles est, conjointement à leur stabilité professionnelle, leur apparent très bon niveau d'intégration¹⁵ qui se traduit par une bonne connaissance et le respect des codes en vigueur. Ces familles avaient depuis longtemps « trouvé leurs marques » et fonctionnaient harmonieusement dans leur environnement français. Toutefois cette apparente intégration ne reflétait pas forcément un niveau élevé d'adhésion à la culture du pays d'accueil.

Certains le disent très franchement, comme cet exilé qui, dans notre échantillon, était le seul à avoir épousé une Française. Outre le fait qu'il déclare que son « lieu » a toujours été et restera le Chili, son discours présente une image de la France qui reflète un sens critique acéré. De toute évidence, lorsqu'il parle des « Français », il s'agit d'habitants d'une autre planète, même s'agissant de personnes de la même tendance politique que la sienne auxquelles il reproche leur « paternalisme ». Lorsqu'il parle de ses acquis d'exil et dit « l'exil m'a transformé », ce n'est pas à la culture française qu'il fait référence. Il dit : « On ne peut pas nier que 13 ans en Europe m'ont imprégné culturellement. J'ai connu la réalité d'autres peuples, les Arabes, les Kurdes... »

Cette réflexion indique à la fois le rejet de la culture française – laquelle, en aucune façon, malgré les 13 ans de séjour en France, n'est reconnue comme un facteur possible des changements survenus dans la manière de penser – et l'adhésion, qui ne peut être qu'idéologique, aux problèmes des peuples opprimés dont, en Europe, l'exilé

¹⁵ L'intégration telle que nous la définissons se rapproche du concept présenté par Véronique De Rudder (*et al.* 1990), concept selon lequel l'intégration se joue à plusieurs niveaux au sein desquels les personnes s'insèrent plus ou moins en fonction, d'une part, de ce qu'elles souhaitent préserver de leur identité ethnique et culturelle et, d'autre part, de leur identification au milieu professionnel, politique ou social dans lequel elles évoluent. L'acculturation peut être une étape vers l'intégration, même entendue dans son sens cognitif, car elle est le résultat d'une démarche qui consiste à prendre des repères et à les intégrer de telle sorte que cela permette la connaissance et la compréhension de l'environnement. À ce stade, le migrant voit, entend, comprend, mémorise sans que toutefois cela n'exige de sa part d'adhésion de nature morale ou émotionnelle. À terme, il maîtrise suffisamment cet environnement pour s'y insérer et y obtenir une reconnaissance.

a pris conscience. On peut supposer que le phénomène d'acculturation a été freiné, dans ce cas et dans d'autres, par une forte conviction idéologique. Il est en effet étonnant de constater que certains des acteurs de ces « retours idéologiques » soient passés au travers des frottements culturels, sans qu'il y ait apparemment de traces. Il est très probable que l'analyse que faisait Ana Vasquez (1987) au sujet de la « transculturation » des exilés chiliens, en 1983, soit toujours opératoire dans ce contexte, car l'engagement idéologique a permis le maintien de codes culturels (lesquels étaient sur-valorisés) au détriment de la culture du pays d'accueil (laquelle était sous-valorisée).

Tous les acteurs des « retours idéologiques » n'étaient cependant pas en situations de rejet au regard de la France. Nombre d'entre eux se sentaient bien dans ce pays d'accueil et l'ont dit. Ils ont mené une vie sociale et professionnelle très active en adoptant certains aspects de la culture française. Toutefois, même dans ce cas, il n'y avait pas de place pour le doute concernant le retour. L'idée de revanche et de réparation semblait, là aussi, être un viatique assez fort pour permettre aux réfugiés une navigation sans changement de cap pendant leur long séjour en France.

Parmi les exemples de départs en « kamikazes idéologiques », un cas illustre particulièrement ce phénomène d'acculturation cognitive, à savoir une acculturation qui permet un repérage de la culture d'accueil et une participation sociale parfaite, scolaire et professionnelle entre autres, mais qui ne réclame aucune adhésion. Il s'agit d'une famille dont les parents tous deux assistants sociaux semblaient – et probablement étaient – bien intégrés en France : parents engagés professionnellement et personnellement dans la vie sociale, enfants bien scolarisés (deux d'entre eux étaient nés en France), tous ayant tissé des liens d'amitié au sein des deux communautés, chilienne et française. Ils sont cependant partis, quasiment du jour au lendemain, dès la levée de l'interdiction de retour frappant le père de famille, après 16 ans d'exil, sans même faire de voyage exploratoire, sachant depuis toujours que leur place était dans leur pays, parmi les leurs. N'ayant fait aucune démarche en vue d'une naturalisation, ils ont quitté la France en sachant que jamais ils ne reviendraient s'y installer. Leur choix était conscient et sans état d'âme.

Lorsque l'on sait qu'il n'y a eu aucune hésitation chez ces gens particulièrement informés sur les risques et les énormes difficultés qu'ils

vont affronter, on prend conscience de la force de leur attachement et on s'interroge sur les raisons qui l'ont maintenu intact après tant d'années d'exil. La réponse la plus vraisemblable est que, malgré une apparente adhésion culturelle au pays d'accueil, celle-ci n'a jamais pu concurrencer l'attachement à leur propre pays et aux valeurs s'y rapportant. Ils ont su trier dans les valeurs françaises celles qui se rapprochaient des leurs et celles où ils se reconnaissaient. En cela, il est probable que le militantisme « à vif » du père de famille ait contribué à maintenir un attachement sans faille pour leur pays. La place du Chili dans leur cœur n'a jamais laissé de vacance pour qu'il y ait place pour autre chose, pour d'autres lieux. Mesuré aux souvenirs qu'ils ont rapportés d'exil, leur attachement émotionnel à la France semble se rapprocher de zéro. Alors qu'ils revenaient d'un exil de 16 ans en Europe, il n'y en avait aucune trace visible dans leur maison. La décoration de la salle de séjour ne comportait aucun souvenir provenant ou se rapportant à la France ou même à l'Europe. Au mur et sur leurs étagères il n'y avait que des objets d'artisanat chilien. En fait, même retournés au Chili, leur cœur était toujours plein du Chili.

D'autres sont allés plus loin dans l'intégration et ont pu et su maintenir intacte leur idée de retour, tout en reconnaissant et en adhérant aux valeurs françaises. C'est le cas de ce couple qui, déçu par le militantisme politique de leurs compatriotes, a réussi à mettre en place un réseau de solidarité avec le Chili qui leur permettait de garder un contact de proximité avec le pays. Paradoxalement, cette proximité ne les a pas empêchés de tisser des liens étroits avec les Français. Dans un premier temps, ce furent les Français qui furent convertis à la « cause ». « On emmenait tous nos amis, les parents des enfants qu'on gardait (l'épouse était nourrice agréée) dans les actions de solidarité avec le Chili », mais avec le temps les intérêts ont évolué : « on s'est aussi mobilisé avec eux pour d'autres choses ; on a partagé les joies et les peines de ces familles ». Le père de famille après plusieurs années d'emploi dans les services de nettoyage et d'entretien communaux a été admis, par dérogation du ministère des Affaires sociales, à travailler comme éducateur spécialisé, ce qui relevait d'un autre engagement dans la vie sociale française. Il y a donc eu conjointement, dans le cas de cette famille, une ubiquité mentale permettant de mener de front deux appartenances : celle viscérale et idéale avec le Chili, imposant une nécessité de réparation et un devoir de retour, et celle relationnelle, construite par le partage et l'adhésion aux valeurs

sociales impliquant un devoir de participation sociale mais ne leur imposant pas de rester.

Il semble bien que la plupart des personnes bien intégrées en France et n'ayant pas craint les frottements culturels, aient réussi à mettre en œuvre un moyen de protection contre ce qui risquait de les détourner de leurs valeurs initiales et particulièrement de celles qui alimentaient l'idée du retour. Par exemple, le fait de limiter l'achat de biens de consommation fut un comportement généralement observé parmi les « retours idéologiques » : ne pas devenir esclave de la consommation était une garantie de la faisabilité du retour.

Mise à part la position unanimement partagée vis-à-vis de la « société de consommation », les différents cas étudiés ne permettent pas d'observer d'autres points communs quant à l'intégration à la société française. Ce que nous savons, c'est que certains n'y ont trouvé qu'un faible niveau de satisfaction, alors que d'autres y ont mené « une vie pleine de sens » et s'y sont « ouverts au monde ». Nous pensons donc que, pour cette catégorie de « retornados », ce n'est pas dans leurs rapports avec la France, et donc dans les paramètres d'intégration et d'acculturation, qu'il faut rechercher les mobiles de retours. Ce que nous pouvons dire c'est que les changements individuels et collectifs qui ont bouleversé leur vie n'ont en rien changé leur volonté initiale de retour. Pour ces personnes retournées sur la base d'une conviction idéologique, le retour s'inscrit bien dans l'histoire de leur exil et non pas dans leur vécu migratoire. Il semblerait bien que c'est dans le maintien d'une identité, fortement marquée par la lutte sociale et politique chilienne, laquelle recouvre pour eux la notion d'appartenance à leur pays, que l'on pourrait trouver les raisons de ce comportement spécifique.

Des familles prêtes au retour

Le choix de ces « retours idéologiques » est la plupart du temps un choix familial. Seule une famille s'est séparée au moment du retour. Dans la plupart des cas les enfants étaient totalement convaincus du fait que leur place était au Chili. Ils s'étaient identifiés à leurs parents,

dans leur amour du pays. Un exemple nous en a été donné par Julia qui, ayant quitté le Chili à l'âge d'un an et l'ayant retrouvé à l'âge de 17, a exprimé cette identification d'une façon consciente et amusée un an après son retour. Elle nous a dit : « Hier, j'ai vu un documentaire sur l'Unité populaire, c'était très émouvant, j'ai enfin retrouvé mon Chili. (...) ; c'est drôle, nos parents nous en ont tellement parlé, on en a tellement rêvé, que c'est bizarre de le retrouver dans un film. »

On trouve une certaine logique dans le fait qu'un militantisme convaincu des parents entraîne l'adhésion des enfants, car ces convictions donnent un sens à la vie. C'est ce qu'exprime Roberto lorsque, se rappelant son enfance en France, il dit : « Je regardais un soir les étoiles, j'avais sept ans, et j'ai compris que ma vie avait un sens, celui de retourner au Chili. Je me suis dit que, moi au moins, j'avais de la chance, parce que tous les enfants français n'avaient pas de sens à leur vie, ils n'avaient nulle part où retourner ». Il est de fait que dans une famille d'exilés, le projet de retour est une réalité virtuelle qui occupe tous les instants. Tous les projets de vie, dans une famille qui tend au retour, sont conditionnés par cette échéance. « La seule chose qu'on s'est toujours souhaitée aux vœux du nouvel an depuis qu'on est parti en exil, c'était le retour au Chili cette année » dit Eva Maria. Cette échéance, dont on ne connaît pas le moment, conditionne un grand nombre d'actions, des projets à long terme comme le choix des études ou du « métier qu'on fera quand on sera grand », aux projets à court terme comme les achats de biens de consommation : « Pourrions-nous emporter ça au Chili ? » Certains jeunes en arrivent à développer, face au retour, des attitudes névrotiques, telle cette jeune fille pour qui la mère consultait un psychologue, car elle ne voulait plus porter les habits qu'elle achetait ; elle les rangeait dans une valise parce que « c'était pour le Chili ».

Notre observation est certes limitée pour pouvoir dire, qu'en cas de « retours idéologiques », les enfants adhèrent quasi unanimement au souhait des parents. Certains peuvent, en effet, se trouver dans la situation de l'enfant qui répondait à une interview : « Ils m'ont demandé si je voulais rentrer. Je pouvais voir qu'ils voulaient vraiment rentrer et j'ai voulu leur faire plaisir ; alors j'ai dit oui » (cité par Ferris, 1988 :10) ; cependant l'entretien que nous avons eu avec le groupe de théâtre des jeunes « retornados » du lycée français de Santiago est éclairant à ce sujet, nous en citons ici un extrait :

à protéger la forteresse intérieure qui abritait la masse des sentiments et des valeurs dans lesquels sommeillait l'idée de retour. Le militantisme a, selon nous, contribué à conforter la « perméabilité sélective », autre forme de ce que Jorge Barudy *et al.* (1980) nomment « l'intégration critique » où l'ouverture et l'échange se conçoivent comme étant quelque chose de positif, à condition que l'on n'adopte que les comportements considérés comme positifs dans la société d'accueil, phénomène qui permet à la fois l'intégration et le maintien de l'identité nationale ; cette perméabilité sélective étant selon Georges De Vos (1980 : 28) « une forme de répression automatique chez l'individu et qui a une fonction essentielle dans la formation et le maintien de l'identité ». Cette vigilance était d'autant plus forte que le militantisme s'alimentait des convictions et sentiments abrités au sein de cette forteresse. Le seul point commun que nous trouvons dans ces « retours idéologiques » a bien été un militantisme permanent en faveur du Chili, et c'est cette force active qui a, pensons-nous, maintenue vivante l'idée du pays et permis la réalisation du retour.

Cependant, si ceux qui ont réalisé ces « retours idéologiques » sont vraisemblablement très peu nombreux, ils demeurent le symbole des convictions profondes qui ont marqué l'ensemble de la communauté en exil et qui ont traversé, et parfois même travesti, les discours. Si la plupart des retours au Chili ont obéi aux aspirations et besoins humains fondamentaux, ce qui les rend comparables à des retours de migration volontaire, le fait qu'il y ait eu, dans cette communauté, des personnes qui ont fait des retours purement idéologiques, justifie que l'on reconnaisse une spécificité au retour d'exil chilien. Car en accréditant le mythe, il ont permis à tout « retornado » d'inscrire son retour dans une logique de récupération d'un droit bafoué et d'un devoir de participation nationale.

Bibliographie

- Barudy (J.), Corral (N.), Duran (E.), Martens (J.), Murisso (A.), Paes (D.), Serrano J., 1980 —
Así buscamos rehacernos. Represión, exilio y trabajo psicosocial, Colat/Celadec, Louvain.
- Cariola (P.), Rossetti (J.), 1984-1985 —
Inserción laboral para el retorno, el caso de los exiliados chilenos, Santiago de Chile, CIDE.
- Ferris (E.), 1988 —
 Back to the Future,
Refugees, n° 58, nov. 88, p. 10.
- Gaillard (A.-M.), 1994 —
Migration Return. A Bibliographical Overview, Center for Migration Studies, New York, Occasional Paper and Documentations Series, 153 p.
- Gaillard (A.-M.), 1995 —
L'exil revisité, le retour des réfugiés chiliens. Paris, Thèse d'anthropologie sociale et d'ethnologie de l'École des hautes études en sciences sociales, 637 p.
- Gaillard (A.-M.), 1997 —
Exils et Retours, Itinéraires chiliens, Paris, CIEMI L'Harmattan, 294 p.
- Glaser (W.A.), Habers (G.C.), 1978 —
The Brain Drain : Emigration and Return, Unitar Research Report, Oxford, Pergamon Press, 324 p.
- Grinberg (L.), Grinberg (R.), 1984 —
Psicoanálisis de la migración y del exilio, Madrid, Alianza Editorial, 274 p.
- Mauss (M.), 1950 —
Sociologie et anthropologie, Paris, PUF.
- De Rudder (V.), Taboada-Leonette (I.) et Vourch (F.), 1990 —
Immigrés et Français. Stratégies d'insertion, représentations et attitudes, CNRS-DREIF, Paris, 364 p.
- Vasquez (A.), 1983 —
 L'exil, une analyse psycho-sociologique,
l'Information psychiatrique, vol 59 (1) : 43-58.
- Vasquez (A.), 1987 —
 Les avatars de l'« identité culturelle » étudiée chez les exilés politiques,
L'homme et la société (La mode des Identités), 83 (1) : 28-40.
- De Vos (G.), 1980 —
 « L'identité ethnique et le statut de minorité », in Tap P., *Identité collective et changements sociaux*, Toulouse, Privat : 27-38.
- Weinstein (E.), 1986 —
 « El retorno de los exiliados sus características y tareas vitales » in *Escritos sobre exilio y retorno* (1978-1986) : 147-158.